



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N°346 /DDPP/2016
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le titre I du livre V et le titre VII du livre Ier code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1 et L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007/0285 du 9 décembre 2008 réglementant l'exploitation par la société SIEMENS VAI METALS TECHNOLOGIE d'une installation spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements destinés à l'industrie de transformation des métaux sur le territoire de la commune de Savigneux, 41 route de Feurs ;

VU l'accusé de réception du 22 mai 2015 prenant acte de la reprise de l'installation susvisée par la société PRIMETALS TECHNOLOGIES FRANCE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juillet 2016 établi à la suite d'une visite d'inspection du 8 juin 2016, constatant que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé ne sont pas respectées, s'agissant notamment de l'activité peinture ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation de son installation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société PRIMETALS TECHNOLOGIES FRANCE , pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Savigneux, 41 route de Feurs, est mise en demeure :

- sous 6 mois à compter de la signature du présent arrêté de respecter les prescriptions des articles 8.2.1 et 8.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2008 susvisé portant sur le respect des conditions d'exploitation de l'atelier de peinture (mise aux normes incendie des locaux de peinture et mise en conformité des conditions d'exploitation)
- dans un délai d'un an de respecter les prescriptions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2008 susvisé portant sur le respect de la valeur limite des émissions diffuses à 25 % des émissions totales de COV pour l'ensemble du site

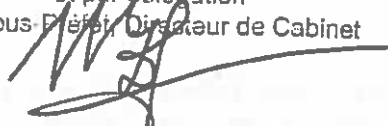
ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Savigneux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **05 AOUT 2016**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Mahamadou DIARRA

copie adressée à :

- Société PRIMETALS TECHNOLOGIES FRANCE
- 41 route de Feurs
- 42600 SAVIGNEUX
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de Savigneux
- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43
- Archives
- Chrono